

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

### COMPTE FINANCIER 2018

Séance du 14 mars 2019

#### Délibération n°2019-01 portant approbation du compte financier 2018

- Vu** le code de l'éducation ;
- Vu** les articles 202 et 201 à 214 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Vu** le décret n°2013-1140 du 9 décembre 2013 relatif à l'École normale supérieure ;
- Vu** le règlement intérieur de l'École normale supérieure ;

#### Nombre de membres en exercice :

Présents :	20	Pour :	25
Procurations :	5	Contre :	0
Votants :	25	Abstention(s) :	0

Article 1 :

Le conseil d'administration arrête les éléments d'exécution budgétaire suivants :

- Tableau 1 :
- 1 328.63 ETPT sous plafond et 1 614,80 ETPT plafond établissement
- Tableau 2 :
- 115 847 050 € d'autorisations d'engagement
- 110 395 467 € de crédits de paiement
- 113 764475 € de recettes
- 3 369 008 € de solde budgétaire excédentaire
- Tableau 9 :
- 12 681 756 € d'autorisations d'engagement
- 9 526 782 € de crédits de paiement

Article 2 :

Le conseil d'administration arrête les éléments d'exécution comptable suivants :

- 594 380 € de variation de trésorerie
- 4 640 719 € de résultat patrimonial
- 7 921 847 € de capacité d'autofinancement
- 1 933 321 € de variation du fonds de roulement

Article 3 :

Le conseil d'administration décide d'affecter le résultat en réserves pour sa totalité.

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier, le compte de résultat, le bilan et l'annexe sont joints à la présente délibération.

Article 4 : Le conseil d'administration approuve le rapport du commissaire aux comptes présenté et acte la levée de toutes réserves sur les comptes de l'année 2018.

Fait à Paris, le 14 mars 2019

Le Président du conseil d'administration

François HARTOG



**Mise en ligne le : 14 mars 2019**

# COMPTE FINANCIER 2018

# SOMMAIRE

## **1 - Les données issues de la comptabilité budgétaire – Tableau des autorisations budgétaire**

### **1.1 Dépenses**

1.1.1. Exécution budgétaire

1.1.2. Ventilation des consommations d'autorisations d'engagement par destination LOLF.

### **1.2 Recettes (recettes encaissées – y compris avances de trésorerie pour des projets pluriannuels)**

1.2.1 Taux de réalisation

1.2.2 Ecart entre prévisions et réalisations

1.2.3 Détail des recettes budgétaires

### **1.3 Solde budgétaire – solde de trésorerie**

## **2 - Les données issues de la comptabilité générale**

### **2.1 Résultats de l'exercice et principaux agrégats**

### **2.2 Produits de fonctionnement**

2.2.1. Variation entre les deux exercices – par chapitres :

2.2.2. Produits globalisés

2.2.3 Subventions fléchées

### **2.3. Charges de fonctionnement**

2.3.1. Variation entre les exercices 2017 et 2018

2.3.2. Evolution sur 5 ans

2.3.3. Dépenses par unités budgétaires

## **3 - Focus Contrats et partenariats de la Recherche**

## Introduction

L'exercice 2018 est le deuxième exécuté selon les dispositions de la réforme budgétaire et comptable introduite par le décret de 2012.

Désormais, les comparaisons entre au moins deux exercices peuvent donc porter sur les concepts issus de la comptabilité budgétaire : autorisations d'engagement et crédits de paiement en dépenses, recettes globalisées ou fléchées en recettes, restes à payer. Ces éléments sont présentés en première partie.

Toutefois, afin d'assurer la continuité de la présentation, nous avons conservé l'analyse des données issues de la comptabilité générale, qui restent des indicateurs d'activité pertinents, que viennent maintenant compléter la variation de la trésorerie et les opérations pluriannuelles. Cela fait l'objet de la deuxième partie du présent document.

Dans un troisième temps, nous présentons quelques points qui nous ressortent de l'activité de l'établissement.

## **1 - Les données issues de la comptabilité budgétaire – Tableau des autorisations budgétaires**

### **1.1 Dépenses**

#### **1.1.1. Exécution budgétaire**

Les tableaux suivants reprennent la partie « dépenses » du tableau des autorisations budgétaires et mettent en évidence l'exécution par rapport aux prévisions, sur l'exercice 2018 (1<sup>er</sup> tableau), qui s'est amélioré par rapport à 2017 (2<sup>ème</sup> tableau). Comme on le voit, le taux de réalisation des dépenses de personnel, s'il est très élevé (97 %), représente quand même un écart de 2,16 M€ en 2018, même si cet écart s'est réduit par rapport à 2017 où il était de 2,67 M€.

Les opérations fléchées sont celles pour lesquelles des codes « opérations » ont été créés. Les données sont issues de l'application GFC Situation.

## **Exécution 2018 :**

<b>Dépenses 2018</b>					taux de realisation	
	Budget 2018 consolidé		EXECUTION BUDGETAIRE AU 31/12/2018			
	AE	CP	Conso totale AE	Conso totale CP	AE	CP
Personnel	80 938 202	80 938 202	78 783 766	78 777 048	97%	97%
<i>Dont contrats (Opérations fléchées)</i>	<i>11 883 012</i>	<i>11 883 012</i>	<i>11 261 023</i>	<i>11 257 489</i>	<i>95%</i>	<i>95%</i>
Fonctionnement	30 304 857	30 661 175	26 256 013	24 013 677	87%	78%
<i>Dont contrats (Opérations fléchées)</i>	<i>8 912 108</i>	<i>8 671 726</i>	<i>6 534 129</i>	<i>6 149 003</i>	<i>73%</i>	<i>71%</i>
Investissement	13 679 569	11 005 435	10 807 272	7 604 742	79%	69%
<i>Dont contrats (Opérations fléchées)</i>	<i>3 244 944</i>	<i>2 714 646</i>	<i>1 250 175</i>	<i>1 454 217</i>	<i>39%</i>	<i>54%</i>
<i>Dont CPER</i>	<i>5 155 000</i>	<i>755 000</i>	<i>5 055 040</i>	<i>480 428</i>	<i>98%</i>	<i>64%</i>
<b>TOTAL</b>	<b>124 922 628</b>	<b>122 604 812</b>	<b>115 847 050</b>	<b>110 395 467</b>		

## **Rappel exécution 2017 :**

<b>Dépenses 2017</b>					taux de realisation	
	Budget 2017 consolidé		EXECUTION BUDGETAIRE AU 31/12/2017			
	AE	CP	Conso totale AE	Conso totale CP	AE	CP
Personnel	79 374 118	79 374 118	76 696 569	76 696 569	97%	97%
<i>Dont contrats (Opérations fléchées)</i>	<i>11 829 888</i>	<i>11 829 888</i>	<i>9 527 569</i>	<i>9 527 569</i>	<i>81%</i>	<i>81%</i>
Fonctionnement	24 726 202	30 661 175	20 394 064	19 059 601	82%	62%
<i>Dont contrats (Opérations fléchées)</i>	<i>8 019 675</i>	<i>8 671 726</i>	<i>5 412 662</i>	<i>4 876 856</i>	<i>67%</i>	<i>56%</i>
Investissement	10 917 171	11 005 435	7 850 699	5 744 740	72%	52%
<i>Dont contrats (Opérations fléchées)</i>	<i>3 089 621</i>	<i>2 681 093</i>	<i>1 250 175</i>	<i>1 454 217</i>	<i>40%</i>	<i>54%</i>
<i>Dont CPER</i>	<i>5 112 615</i>	<i>1 381 876</i>	<i>5 055 040</i>	<i>480 428</i>	<i>99%</i>	<i>35%</i>
<b>TOTAL</b>	<b>115 017 491</b>	<b>121 040 728</b>	<b>104 941 332</b>	<b>101 500 910</b>		

Il convient de souligner que, dans la première partie de l'année 2018, des virements de crédits ont été opérés des lignes crédits de personnel « Opérations non fléchées » vers des lignes de crédits de personnel « opérations fléchées ». En effet, cela a permis de faire face à des recrutements sur contrats sans avoir à en retarder la mise en œuvre des projets de recherche. Il a donc été nécessaire ensuite de réabonder les prévisions de personnel non fléchées.

C'est pourquoi l'écart constaté entre les prévisions et réalisations sur opérations fléchées ne reflète pas totalement la réalité. Le tableau des dépenses de personnel par unité budgétaire permet de mieux illustrer la situation.

### Dépenses de personnel par unité budgétaire :

	Prévisions	Exécution 2018	Ecart
Unité budgétaire	CP	CP	CP
Enseignement recherche 901	14 442 596	12 375 537	2 067 059
Stratégie et gouvernance 902	85 405	35 586	49 819
Bibliothèques et diffusion des savoirs	140 013	119 510	20 503
Ressources humaines 904	66 161 694	66 151 763	9 931
Ressources matérielles 905	579		579
Prestations intellectuelles 951	107 916	94 651	13 265
Total	80 938 203	78 777 047	2 161 156

L'essentiel de ces écarts, comme le montre le tableau ci-après, provient de l'unité budgétaire 901 « recherche », où sont positionnés les contrats de recherche, dont le caractère pluriannuel rend la prévision budgétaire annuelle plus difficile (voir tableau ci-après).

Dépenses budgétaires - UB 901 (Recherche)						
	Budget 2018 consolidé (BI+BR1+BR2)		EXECUTION BUDGETAIRE AU 31/12/2018		Ecart en valeur	
	AE	CP	Conso totale AE	Conso totale CP	AE	CP
Personnel	14 442 596	14 442 596	12 379 071	12 375 537	- 2 063 525	- 2 067 059
Fonctionnement	13 196 128	13 232 762	9 660 588	8 942 673	- 3 535 540	- 4 290 089
Investissement	3 565 139	3 705 133	1 620 743	1 782 928	- 1 944 396	- 1 922 205
<b>TOTAL</b>	<b>31 203 862</b>	<b>31 380 490</b>	<b>23 660 402</b>	<b>23 101 138</b>	<b>- 7 543 461</b>	<b>- 8 279 353</b>

Précision : Les données de l'UB 901 comportent les contrats de recherche mais aussi les dépenses des départements et unités sur les dotations (soutien de base) octroyées par l'ENS. Il ne s'agit donc pas uniquement des opérations fléchées.

Dépenses de fonctionnement : On constate également une amélioration du taux d'exécution en 2018 par rapport à 2017 même si les écarts restent importants, alors même qu'un budget rectificatif a été voté en octobre 2018. On peut penser que les écarts se réduiront au fur et à mesure que l'approche en mode GBCP sera vraiment prise en compte, en particulier autour de la notion de consommation des crédits de paiement.

Dépenses d'investissement : Tout d'abord, on peut souligner l'augmentation des dépenses d'investissement entre 2017 et 2018., puisqu'on a dépensé en 2018 2 M € de plus qu'en 2017, avec un effectif constant des équipes en charge des opérations immobilières ainsi que des marchés publics.

L'extraction des données relatives à l'unité budgétaire « patrimoine », pour uniquement les dépenses d'investissement, illustre l'activité, entre 2017 et 2018, liée principalement aux chantiers sur le campus Jourdan ainsi qu'à l'opération de réhabilitation du 4ème étage du bâtiment Jaurès.

Tableau des dépenses d'investissement de l'unité budgétaire 905 (Patrimoine) - 2018

Dépenses budgétaires - UB 905 patrimoine						
	Budget 2018 consolidé		EXECUTION BUDGETAIRE AU 31/12/2018		Ecart en valeur	
	AE	CP	Conso totale AE	Conso totale CP	AE	CP
Investissement	9 902 910	7 088 782	9 031 043	5 714 897	- 871 867	- 1 373 885

Tableau des dépenses d'investissement de l'unité budgétaire 905 (Patrimoine)- 2017

Dépenses budgétaires - UB 905 patrimoine						
	Budget 2017 consolidé		EXECUTION BUDGETAIRE AU 31/12/2017		Ecart en valeur	
	AE	CP	Conso totale AE	Conso totale CP	AE	CP
Investissement	6 620 557	3 606 077	5 258 093	2 685 322	- 1 362 464	- 920 755

Nota : La présentation du détail des opérations immobilières figure dans le tableau 9 de la liasse des tableaux budgétaires.

### 1.1.2. Ventilation des consommations d'autorisations d'engagement par destination LOLF

Codes destination LOLF			Fonctionnement	personnel	investissemen	Total	PART
D101	Licence	Formation initiale et continue de niveau Licence	155 108	687 447	-	842 555	0,73%
D102	Master	Formation initiale et continue de niveau Master	195 206	34 274 525	-	34 469 731	29,75%
D103	Doctorat	Formation initiale et continue de niveau Doctorat	16 517	1 457 148	-	1 473 665	1,27%
D105	Bibl. et Doc.	Bibliothèques et documentation	1 364 662	3 420 335	62 760	4 847 757	4,18%
D106	Science de la vie	Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	1 896 207	3 926 934	382 016	6 205 157	5,36%
D107	Mathématiques	Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	714 419	2 378 722	16 817	3 109 958	2,68%
D108	Physique chimie	Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	2 986 636	7 449 222	989 843	11 425 701	9,86%
D109	Physique nucléaire	Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies	3 265			3 265	0,00%
D110	Science de la terre	Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	473 736	1 765 948	215 279	2 454 962	2,12%
D111	Science de l'homme	Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	2 054 083	7 349 777	32 963	9 436 824	8,15%
D112	Interdisciplinaire	Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	1 370 821	5 312 841	41 264	6 724 926	5,81%
D113	Diffusion des savoirs et musées		174 137	11 112	5 020	190 269	0,16%
D114	Immobilier	Immobilier	2 226 022	4 312 849	8 770 644	15 309 516	13,22%
D115	Pilotage	Pilotage et support	11 613 854	6 387 445	287 974	18 289 273	15,79%
D201	Aides directes	Aides directes aux étudiants	956 498	5 000		961 498	0,83%
D202	Aides indirectes	Aides indirectes		7 119		7 119	0,01%
D203	Santé étudiants	Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	54 841	37 341	2 692	94 874	0,08%
		<b>TOTAL</b>	<b>26 256 013</b>	<b>78 783 766</b>	<b>10 807 271</b>	<b>115 847 050</b>	

La ventilation par destination LOLF permet de mesurer le poids respectif de chaque grand domaine.

Pour information, le détail de la destination LOLF comporte des opérations qui ne relèvent pas directement de la gestion ou du pilotage, mais y ont été rattachées pour des raisons techniques.

Le détail en est le suivant :

Tableau des autorisations d'engagement sur la destination LOLF Pilotage (D 115)

Centre de responsabilité		Fonctionnement	Personnel	investissement	montant
ANTI	CONTRAT FLECHES (DIM ISLAM)		43 441		43 441
BIO	BIOLOGIE	67 371			67 371
DEC	DEC	2 315			2 315
DGS	DIRECTION GENERALE DES SERVICES	631 113			631 113
DIGE	DIRECTION GENERALE	644 211	6 149	19 104	669 464
EDIT	EDITIONS	1 156			1 156
GEOS	GEOSCIENCES	17 943			17 943
HEBE	HEBERGEMENT	1 145 675			1 145 675
IBENS	IBENS	299			299
INFO	INFORMATIQUE		5 000		5 000
MATH	MATHEMATIQUES	23 005			23 005
PHILO	PHILOSOPHIE	37 965			37 965
PRL	POLE RESSOURCES LETTRES	29 355	181 354		210 709
PRLA	PRESTATIONS DE LABORATOIRES		11 536		11 536
PRSE	PROCEDURES DE SELECTION	7 250	9 770		17 020
REHU	RESSOURCES HUMAINES	4 261 454	6 051 918		10 313 372
REIM	IMMOBILIER	128 686		10 745	139 431
RELO	LOGISTIQUE	2 560 076		54 768	2 614 843
RENU	NUMERIQUES	981 763		194 886	1 176 649
REST	RESTAURANT	861 579			
SEAN	RESERVE	41 150	73 594	8 471	123 215
VIET	VIE ETUDIANTE	171 489	4 683		176 172
	<b>TOTAL</b>	<b>11 613 854</b>	<b>6 387 445</b>	<b>287 974</b>	<b>18 289 273</b>

## 1.2 Recettes (recettes encaissées – y compris avances de trésorerie pour des projets pluriannuels)

Recettes 2018		
Budget 2018 consolidé (BI+BR1+BR2)	EXECUTION BUDGETAIRE AU 31/12/2018	
<b>89 540 080</b>	<b>92 824 371</b>	<b>Recettes globalisées</b>
81 004 422	82 742 708	Subvention pour charges de service public
3 500	106 149	Autres financements de l'Etat
		Autres financements de l'Etat
		Fiscalité affectée
1 228 260	1 209 818	Autres financements publics
7 303 898	8 765 696	Recettes propres
<b>30 981 791</b>	<b>20 940 104</b>	<b>Recettes fléchées *</b>
2 065 000	1 699 765	Financements de l'Etat fléchés
22 955 539	15 954 667	Autres financements publics fléchés
5 961 252	3 285 672	Recettes propres fléchées
<b>120 521 871</b>	<b>113 764 475</b>	

En ce qui concerne la subvention pour charge de service public (SCSP), la prévision avait été établie sur la base des données certaines, communiquées par la tutelle. Or, au final, le montant versé, dont le détail est transmis en toute fin d'exercice (12 décembre 2018), est largement supérieur au montant notifié en début d'exercice. Certes, il est d'usage que la subvention définitive soit supérieure à ce qui est notifié en prévisionnel et nous nous attendions à ce que la SCSP soit supérieure mais nous avons fait le choix de n'inscrire au budget (BI et BR) que les montants certains.

La somme enregistrée au compte de SCSP correspond :

- À la notification définitive – 82 606 453 €
- A des versements effectués par le service de la direction générale de l'enseignement scolaire (DGESCO) pour 16 255 €
- Au versement de 120 000 € par le ministère pour le soutien à la gestion des LABEX.

Cela contribue à expliciter la différence de 1 738 k€ entre la prévision et la réalisation.

Pour information du Conseil, le tableau ci-après indique l'évolution de la SCSP pour les cinq derniers exercices. Le montant des contrats doctoraux ( CDNS) est indiqué en bas du tableau afin de ne pas créer de biais dans l'appréciation de l'évolution de la SCSP.

	Définitive	Définitive	Définitive	Définitive	Définitive	Prévisionnelle
Notification annuelle	2014	2015	2016	2017	2018	2019
SCSP - fonctionnement	11 521 188	11 521 188	11 553 463	11 553 463	11 553 463	11 553 463
contribution au redressement des comptes						
<b>Total DGF</b>	<b>11 521 188</b>	<b>11 521 188</b>	<b>11 553 463</b>	<b>11 553 463</b>	<b>11 553 463</b>	<b>11 553 463</b>
actions spécifiques - Fonctionnement	164 381	111 934	127 713	138 955	286 466	
Actions spécifiques - concours	487 837	487 837	487 837	243 919	243 919	487 837
opérations immobilières -Mises en sécurité et en accessibilité		350 000	100 000	350 000	475 000	100 000
Action sociale	32 275	32 275				
<i>Augmentation contractuelle négociée</i>	<i>700 000</i>	<i>700 000</i>				
<b>Total Fonctionnement hors DGF</b>	<b>1 384 493</b>	<b>1 682 046</b>	<b>715 550</b>	<b>732 874</b>	<b>1 005 385</b>	<b>587 837</b>
Masse salariale - plafond n°1	63 014 301	63 466 572	63 766 491	64 766 717	64 912 357	65 930 557
Actions spécifiques masse salariale	151 772	177 490	152 971	169 929	224 924	
<b>Total Masse salariale plafond n°1 (hors CDNS)</b>	<b>63 166 073</b>	<b>63 644 062</b>	<b>63 919 462</b>	<b>64 936 646</b>	<b>65 137 281</b>	<b>65 930 557</b>
<b>total SCSP Brut</b>	<b>75 371 754</b>	<b>76 147 296</b>	<b>76 188 475</b>	<b>77 222 983</b>	<b>77 696 129</b>	<b>78 071 857</b>
Réserve de précaution	- 20 764	- 71 360	- 71 360	- 71 360	- 71 360	- 71 360
<b>Total avec réserve de précaution déduite</b>	<b>75 350 990</b>	<b>76 075 936</b>	<b>76 117 115</b>	<b>77 151 623</b>	<b>77 624 769</b>	<b>78 000 497</b>
Transfert des contrats doctoraux ENS-X				1 245 421	4 981 684	3 736 263
Total avec réserve de précaution déduite et CDNS	75 350 990	76 075 936	76 117 115	78 397 044	82 606 453	81 736 760

### 1.2.1 Taux de réalisation :

Les tableaux suivants indiquent, pour 2018 et 2017, l'exécution budgétaire par rapport aux prévisions.

Recettes 2018		taux de réalisation
Budget 2018 consolidé (BI+BR1+BR2)	EXECUTION BUDGETAIRE AU 31/12/2018	
89 540 080	92 824 371	Recettes globalisées <b>104%</b>
30 981 791	20 940 104	Recettes fléchées * <b>68%</b>
<b>120 521 871</b>	<b>113 764 475</b>	

Recettes 2017		taux de réalisation
Budget 2017 consolidé (BI+BR1+BR2)	EXECUTION BUDGETAIRE AU 31/12/2017	
85 498 921	86 427 755	Recettes globalisées <b>101%</b>
25 165 018	19 344 351	Recettes fléchées * <b>77%</b>
<b>110 663 939</b>	<b>105 772 106</b>	

Prévoir les flux de recettes, y compris des avances versées par les partenaires dans le cadre des contrats de recherche, reste particulièrement difficile car l'établissement n'a pas la maîtrise de l'intégralité des opérations et des calendriers. Dans la mesure du possible, les conventions prévoient le versement d'une avance avant tout commencement d'exécution mais cela ne peut constituer une condition sine qua non.

Pour illustrer la difficulté de l'exercice, le tableau ci-après fait apparaître les avances sur contrats de recherche comptabilisées en 2018, à la fois en nombre et en montant, par mois, sachant que la comptabilisation intervient au plus près de l'encaissement.

	Nombre	Montant	Montant cumulé	en pourcentage	pourcentage cumulé
Janvier	7	1 290 182,54	1 290 182,54	9%	9%
Février	3	393 511,35	1 683 693,89	3%	12%
Mars	0		1 683 693,89	0%	12%
Avril	2	1 036 301,33	2 719 995,22	8%	20%
Mai	2	51 982,00	2 771 977,22	0%	20%
Juin	8	973 893,00	3 745 870,22	7%	27%
Juillet	5	198 079,41	3 943 949,63	1%	29%
Août	6	430 158,93	4 374 108,56	3%	32%
Septembre	1	120 299,40	4 494 407,96	1%	33%
Octobre	3	97 178,10	4 591 586,06	1%	33%
Novembre	18	3 849 994,16	8 441 580,22	28%	61%
Décembre	56	5 304 652,98	13 746 233,20	39%	100%
<b>total</b>	<b>111</b>	<b>13 746 233,20</b>		100%	

Ainsi, 40% des avances de l'année, sur un total de 13 746 233 € sont encaissées en décembre, ce qui illustre bien la difficulté pour l'établissement d'établir des prévisions et le suivi en cours d'année des encaissements.

### 1.2.2. Écart entre prévisions et réalisations :

<b>Recettes 2018</b>	Ecart entre réalisations et prévisions
<b>Recettes globalisées</b>	<b>3 284 291</b>
Subvention pour charges de service public	1 738 286
Autres financements de l'Etat	102 649
Autres financements de l'Etat	0
Fiscalité affectée	0
Autres financements publics	-18 442
Recettes propres	1 461 798
<b>Recettes fléchées</b>	<b>-10 041 687</b>
Financements de l'Etat fléchés	-365 235
Autres financements publics fléchés	-7 000 872
Recettes propres fléchées	-2 675 580
<b>Total</b>	<b>-6 757 396</b>

Les chiffres positifs signifient que la réalisation a été supérieure aux prévisions, et inférieure dans le cas d'un signe négatif.

Comme indiqué, la réalisation de l'ensemble des recettes a été inférieure de 6,7 M € aux prévisions, avec des évolutions contraires selon les catégories :

- Plus 3 284 k € de recettes globalisées
  - o SCSP : + 1 738 k€
  - o Recettes propres : 1 462 k€
- Moins 10 041 k € de recettes fléchées, provenant :
  - o Du décalage des versements d'un certain nombre de contrats PSL
  - o De la surestimation des versements attendus.

Cette surestimation se retrouve côté dépenses. Ainsi, l'exécution des dépenses est inférieure de plus de 12 M € aux prévisions. Cela se traduit donc au final par un impact sur le solde budgétaire qui est excédentaire de 3 369 008 € alors que la prévision était d'un déficit de 2 082 941 €.

### 1.2.3. Détail des recettes budgétaires

#### Recettes budgétaires sur opérations fléchées

Unité budgétaire	Autres financements publics fléchés	Financements de l'Etat fléchés	Recettes propres fléchées	Recettes propres	Autres financements publics	Autres financements de l'Etat	Subvention pour charges de service public	Fiscalité affectée	Total général
Enseignement - Recherche (UB 901)	14 816 731	583 321	3 167 214	891 574	33 000	74 070	120 000		19 685 910
Stratégie et gouvernance (UB902)	29 630	16 000		2 370		32 000			80 000
Ressources matérielles (UB905)	1 000 000	1 050 000							2 050 000
<b>Total général opérations fléchées</b>	<b>15 846 361</b>	<b>1 649 321</b>	<b>3 167 214</b>	<b>893 944</b>	<b>33 000</b>	<b>106 070</b>	<b>120 000</b>		<b>21 815 910</b>

#### Recettes budgétaires sur opérations non fléchées

Unité budgétaire	Autres financements publics fléchés	Financements de l'Etat fléchés	Recettes propres fléchées	Recettes propres	Autres financements publics	Autres financements de l'Etat	Subvention pour charges de service public	Fiscalité affectée	Total général
Enseignement - Recherche (UB 901)	6 193	33 000	69 363	712 898	1 072 639			758	1 894 851
Stratégie et gouvernance (UB902)	77 937	12 444	49 095	2 728 151	1 421				2 869 047
Bibliothèques et diffusion des savoirs (UB 903)	19 600	5 000		10 192					34 792
Ressources humaines (UB 904)	4 576			566 996			82 622 708		83 194 281
Ressources matérielles (UB905)				121 928	102 000				223 928
Prestations intellectuelles (UB 951)				800 168					800 168
Prestations Campus (UB 952)				2 931 419		79			2 931 498
<b>Total général hors opérations fléchées</b>	<b>108 307</b>	<b>50 444</b>	<b>118 458</b>	<b>7 871 752</b>	<b>1 176 060</b>	<b>79</b>	<b>82 622 708</b>	<b>758</b>	<b>91 948 565</b>

<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>15 954 667</b>	<b>1 699 765</b>	<b>3 285 672</b>	<b>8 765 696</b>	<b>1 209 060</b>	<b>106 149</b>	<b>82 742 708</b>	<b>758</b>	<b>113 764 475</b>
----------------------	-------------------	------------------	------------------	------------------	------------------	----------------	-------------------	------------	--------------------

### 1.3. Solde budgétaire – solde de trésorerie

Le solde budgétaire est de **3 369 00 €** comme indiqué précédemment.

Dans les prévisions budgétaires 2018, nous avons considéré que les opérations pour comptes de tiers n'auraient pas d'impact.

Cette position se justifiait par le fait que :

- L'agence comptable établit depuis 2018 ses déclarations de TVA mensuellement, afin de limiter l'impact sur la trésorerie.
- Les comptes de recettes et dépenses à classer font l'objet d'un suivi très serré tout au long de l'année et les opérations non dénouées sont réduites à leur minimum.
- Les mouvements pouvant impacter la trésorerie, tant en dépenses qu'en recettes, sont très difficiles à prévoir et cet exercice ne présente pas d'enjeu, compte tenu du niveau d'ensemble de la trésorerie.

Toutefois, le tableau d'équilibre financier (tableau 4) fait apparaître une dégradation de la trésorerie de 2 833 187 €, qui provient pour l'essentiel du retard dans le remboursement attendu du crédit de TVA par les services fiscaux.

En effet, compte tenu du montant (plus de 2,5 M€), les services fiscaux ont demandé un certain nombre de renseignements complémentaires et de pièces justificatives qui n'ont pu leur être transmises qu'en fin d'année 2018.

Il faut toutefois préciser que le principe de ce remboursement de crédit de TVA n'est pas remis en cause et devrait donc impacter positivement notre trésorerie en 2019.

Compte tenu de l'ensemble des mouvements, budgétaires et pour comptes de tiers, la variation de trésorerie en clôture d'exercice est de **594 380 €**.

Les données budgétaires relatives aux opérations fléchées, décrites dans le tableau 8 de la liasse du compte financier, font apparaître un abondement de la trésorerie fléchée de 1 598 968 €, dont le détail est le suivant :

	<b>CF 2018 - Exécution</b>
<b>Recettes fléchées (b)</b>	<b>20 940 104</b>
Financements de l'État fléchés	1 699 765
Dont financement CPER ETAT	1 050 000
Autres financements publics fléchés	15 954 667
Dont financement CPER - VDP- RIDF	1 000 000
Recettes propres fléchées	3 285 672
<b>Dépenses sur recettes fléchées CP (c)</b>	<b>19 341 137</b>
Personnel	
AE=CP	11 257 489
Fonctionnement	
CP	6 149 003
Investissement	
CP	1 934 645
<b>Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)</b>	<b>1 598 966</b>

L'analyse de l'impact de la trésorerie fléchée est au cœur de la nouvelle construction budgétaire des établissements, l'enjeu étant pour eux de définir si leur niveau de trésorerie résultant de leur activité récurrente est suffisant pour faire face aux charges courantes. En effet, si un établissement ne veillait pas à construire ses indicateurs avec cette préoccupation, l'impact d'une trésorerie fléchée abondante pourrait dissimuler des tensions sur la trésorerie courante.

Il faut toutefois souligner que l'exercice permettant de déterminer la trésorerie fléchée vs la trésorerie non fléchée suppose que tous les actes de gestion soient correctement référencés. Cela a été fait en 2018 pour la comptabilisation des frais de gestion mais il reste des points à étudier, notamment pour ce qui concerne le traitement des overheads des contrats européens, qui, à l'heure actuelle, donnent lieu à des ouvertures de crédits provenant de recettes fléchées mais pour des dépenses typées comme non fléchées.

Il est utile de rappeler que l'ENS est très avancée sur cette problématique qui n'est parfois pas encore abordée par un certain nombre d'établissements.

## 2 - Les données issues de la comptabilité générale

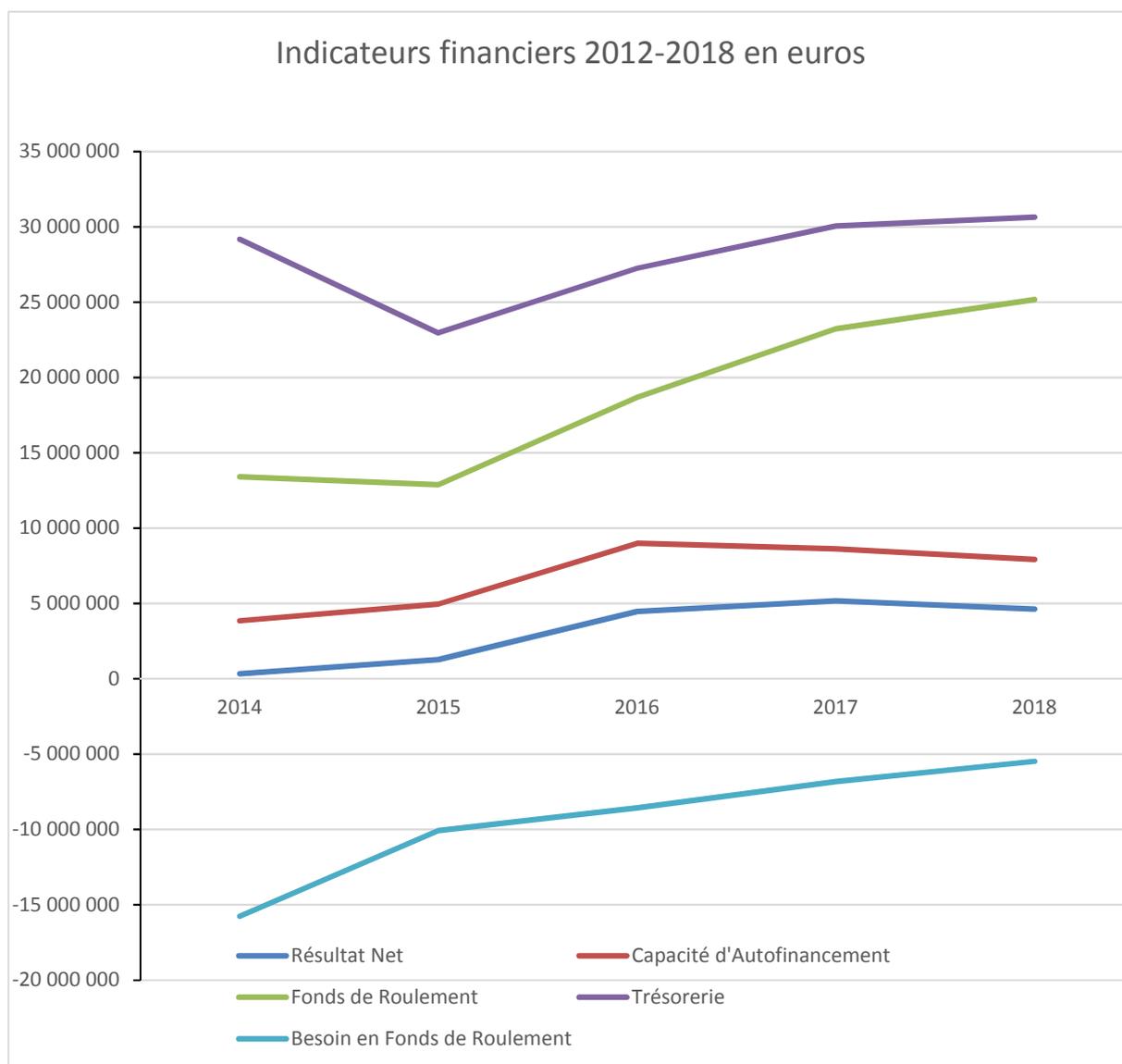
Dans la mesure où l'analyse des écarts entre prévisions et réalisations a été fait en première partie, il n'est pas nécessaire de revenir sur ces éléments dans cette partie consacrée à l'examen de la comptabilité générale.

### 2.1 Résultats de l'exercice et principaux agrégats

AGREGATS	2014	2015	2016	2017	2018
Résultat Net	343 507	1 280 663	4 481 963	5 177 209	4 640 719
Capacité d'Autofinancement	3 860 273	4 962 509	9 000 133	8 639 906	7 921 847
Fonds de Roulement	13 416 231	12 891 157	18 694 341	23 244 011	25 177 332
Trésorerie	29 177 677	22 964 958	27 248 074	30 057 911	30 652 291
Besoin en Fonds de Roulement	- 15 761 446	- 10 073 801	- 8 553 733	- 6 813 900	- 5 474 959
Solde Budgétaire			5 296 967	4 271 105	3 369 008
Montant net des charges décaissables	92 298 805	92 654 806	90 897 791	97 871 754	103 420 864
Coût du jour de fonctionnement	256 386	257 374	252 494	271 866	287 280
Nombre de jours de fonctionnement (FR)	52	50	74	85	88
Nombre de jours de fonctionnement (BFR)	61	39	34	25	19
Nombre de jours de fonctionnement (Trésor)	114	89	108	111	107

Les agrégats de la comptabilité générale, que sont le résultat de l'exercice (produits moins charges), la capacité d'autofinancement (charges décaissables moins produits encaissables principalement), le fonds de roulement (excédent des ressources stables sur les emplois permanents), la trésorerie (liquidités) et le besoin en fonds de roulement (soldes des dettes et créances) constituent toujours des indicateurs pertinents, en complément des données de la comptabilité budgétaire.

Pour l'exercice 2018, on constate une tendance à l'augmentation de la trésorerie, qui s'explique principalement par l'augmentation du volume de contrats de recherche, et donc des avances reçues, et aussi par l'amélioration du recouvrement des créances, dont l'illustration est la diminution de la provision pour dépréciation des créances douteuses (voir tableau page 15).



Le graphique illustre la stabilité sur les trois derniers exercices des résultats et de la capacité d'autofinancement. La tendance légèrement à la baisse de la CAF s'explique principalement par la politique de mobilisation des moyens pour la rénovation du patrimoine immobilier.

Le résultat de l'exercice, de 4 640 719 €, traduit le niveau de maîtrise de l'établissement dans ses dépenses et dans la réalisation de ses recettes. Il permet également de conserver une capacité d'autofinancement pour la poursuite de la réalisation des projets immobiliers.

Il faut souligner que le résultat tient compte des charges à payer et provisions constituées notamment pour ce qui concerne les contrats doctoraux spécifiques normaliens (CDSN) pour lesquels nous avons reçu la subvention du ministère sans avoir été pour autant en capacité de faire les paiements aux établissements partenaires, toutes les conventions n'ayant pas été signées à la clôture de l'exercice.

Ces charges à payer et provisions pour les CDSN s'élèvent à :

- 1 327 241 € en charges à payer
- 1 340 914 € en provisions (conventions non signées).

## 2.2 Produits de fonctionnement

Le total des produits de fonctionnement s'élève à 119 173 408 € pour une prévision de 118 860 539 €, soit une différence de 312 868 €, somme toute assez faible par rapport au montant.

### Variation entre les deux exercices – par chapitres

	2018	2017
Chiffre d'affaires et variations de stocks	4 851 425	5 052 076
Prestations de recherche	1 382 111	965 824
Subventions	101 061 000	96 916 634
Dons et legs	9 885	17 280
Produits de gestion	4 031 862	3 561 358
Produits financiers	6 429	9 429
Reprises sur provisions et amortissements	7 830 696	6 980 213
<b>Total</b>	<b>119 173 408</b>	<b>113 502 814</b>

Les postes qui connaissent les augmentations les plus significatives sont :

- Subvention pour charge de service public, du fait du transfert des CDSN.
- Produits de gestion : Les nouvelles modalités de comptabilisation de frais de gestion sont désormais acquises et se traduisent par un enregistrement effectif des prélèvements pour frais de gestion sur tous les contrats, sauf si cela est exclu dans la convention.
- Reprises sur amortissements et provisions. Le changement de comptabilisation des stocks, désormais comptabilisé au prix de revient, a entraîné ipso facto la suppression de la provision pour dépréciation effectuée antérieurement. Le montant de la reprise sur provision est de 622 k€. De ce fait, la comptabilisation des stocks s'effectue désormais pour un montant moindre mais sans constitution de provision pour dépréciation (cf annexe des comptes annuels – page 10).
- Pour le reste, ces opérations d'inventaire (voir détail dans tableau suivant) sont constituées pour une large part par la reprise au compte de résultat du financement des actifs (4 340 k€ + 2 512 k€), qui vient compenser la charge d'amortissements lorsque les biens sont financés soit par des tiers, soit par la mise à disposition par l'État.

Compte	Libellé	2018	2017
7811	REPRISES SUR AMORT DES IMMO INCORP ET CORPOR	4 340 008	6 612 018
7813	QUOTE PART REPRISE AU RESULTAT DES FINANCEMENTS RATTACHE	2 512 484	
7815	REPRISES SUR PROV RISQUES ET CHARGES D'EXPLOIT	3 500	123 560
78173	STOCKS ET EN-COURS	633 233	244 635
78174	CREANCES	341 472	
	<b>Total</b>	<b>7 830 696</b>	<b>6 980 213</b>

### 2.2.1. Produits globalisés

En ce qui concerne les produits globalisés, c'est-à-dire qui ne constituent pas des subventions allouées en contrepartie d'activités de recherche, l'évolution sur 5 ans est la suivante, la dernière colonne indiquant l'écart entre 2017 et 2018.

Nature de produits	2014	2015	2016	2017	2018	Ecart 2017-2018
Droits de scolarité	352 415	390 414	432 067	447 696	530 605	82 910
Mesures et expertises, ventes de publications, autres prestations de service, colloques, )	97 434	786 777	964 741	1 219 202	1 244 462	25 261
Distributeurs de boissons	2 510	5 462	29 004	380	327	- 52
Locations diverses	114 431	36 540	55 291	401 309	239 672	- 161 637
Mise à disposition de personnel facturée	226 906	399 751	285 723	254 099	540 396	286 297
Hebergement	1 966 522	1 909 390	1 941 229	1 901 675	2 112 969	211 295
Restauration	806 491	765 874	842 913	811 323	812 543	1 220
Droits d'auteurs, taxe d'apprentissage, dons et legs, autres produits d'activités annexe etc.	1 429 186	395 344	707 351	105 923	83 363	- 22 560
Produit de cession d'éléments d'actifs			250 000	10 941	-	- 10 941
Autres produits de gestion	912 638	529 025	1 888 328	819 046	1 489 794	670 748
Autres produits exceptionnels	2 906	2 147 267	2 601 939		-	-
Variation de stocks				16 394	- 629 550	- 645 944
<b>TOTAL</b>	<b>5 911 440</b>	<b>7 365 843</b>	<b>9 998 587</b>	<b>5 987 985</b>	<b>6 424 582</b>	<b>436 597</b>

Les points à souligner sont :

- L'augmentation des droits de scolarité (+ 82 910 €)
- L'augmentation des recettes au titre des mises à disposition de personnel et facturations d'heures complémentaires caractérisée par :
  - Une campagne de rattrapage des recettes antérieures a permis de récupérer - 135 604 €.
  - L'impact des CDSN « entrants », financés par les trois autres Ecoles normales et Polytechnique (328 324 € facturés en 2018) ;
  - 24 051 € de remboursement par l'Etablissement public du Palais de la Découverte pour les heures d'enseignement assurées par des doctorants normaliens.
- L'amélioration de la gestion et du suivi du règlement des chambres par le pôle hébergement (+ 211 295 €).
- La comptabilisation des frais de gestion pour 885 411 € parmi les « autres produits de gestion » à hauteur de 1 489 784 €.

Indépendamment des frais de gestion, la catégorie « autres produits de gestion » est constituée :

- Des demandes de remboursements d'engagement décennal : 264 120.49 €
- D'avoirs fournisseurs : 64 1443, 82 €
- Des remboursements d'assurance pour 41 829 €
- Des remboursements d'indemnités journalières de sécurité sociale : 19 072 €
- D'annulations de charges constatées sur exercices antérieurs pour 126 319 €.

- De demandes de remboursement de trop-versés pour 44 655,70 €

Le poste « locations diverses » enregistre les mises à disposition de locaux ainsi que la participation aux charges versée par l'Ecole d'Economie de Paris pour l'entretien du bâtiment Oïkos sur le campus Jourdan.

Sur ce point, il convient d'apporter des précisions car il y a un écart important entre la recette budgétaire liée aux locations diverses (total 589 277 €) comprise dans le tableau 2, dans la rubrique Recettes globalisées/Recettes propres, et le produit de fonctionnement des locations diverses (239 672 €) relevant de la comptabilité générale (compte 7083).

Le montant de 239 672 € est affecté de la régularisation d'une erreur faite en 2017 car nous avons comptabilisé les produits à recevoir 2017 à la fois sur la base du montant TTC de la convention de participation aux charges, et non sur le montant HT et aussi sur la base de l'ancienne convention qui n'était plus en vigueur. Dès lors, la régularisation, faite en 2018, a eu un impact négatif sur ce compte.

L'approche par la comptabilité budgétaire permet d'avoir une information sur les flux de trésorerie de l'année pour ces recettes :

- Recettes budgétaires encaissées dans l'année 2018 pour les locations : 589 277 €
- Dont 257 415 € versé par l'EEP au titre de 2017,
- Soit un total de 331 862 € correspondant aux recettes budgétaires 2018.

## 2.2.2 – Subventions fléchées

Compte	Libellé	2011	2014	2015	2016	2017	2018
7062	Prestations de recherche	3 659 136	619 916	616 545	2 476 114	965 824	1 382 111
7412	Autres ministères						477 757
74411	ANR Inv avenir	2 412 213	5 707 163	4 304 622	50 996	1 201 841	5 765 238
74412	ANR hors Inv avenir		2 392 937	2 076 586	1 390 634	3 049 269	5 265 556
7442	Subvention de la région	1 006 050	11 370	358 357	254 573	624 958	1 185 261
7443	Subvention département		3 000			16 200	107 407
7444	Subventions des communes	24 000	68 500	19 094		225 210	-
7445	ASP				10 919		
7446	Subvention union européenne		3 432 348	3 694 363	1 033 043	1 477 472	3 396 717
7447	SUBVENTIONS D'ORGANISMES INTERNATIONAUX				64 829	373 419	785 099
7448	Autres collectivités	858 558	990 609	2 357 470	1 188 268	11 325 098	1 335 257
7488	Autres subventions	2 169 373	1 641 799	548 592	9 413 478	2 652 157	2 475 018
	<b>Total recettes Fléchées</b>	<b>6 470 194</b>	<b>14 867 641</b>	<b>13 975 630</b>	<b>15 882 855</b>	<b>21 911 449</b>	<b>22 175 422</b>

L'évolution sur la période traduit la montée en puissance de l'activité liée aux contrats de recherche, les subventions étant conditionnées à la réalisation des travaux de recherche, tant en fonctionnement, qu'en personnel ou en investissement

La classification des contrats ANR IA et hors IA a été modifiée, selon les précisions apportées par la nouvelle nomenclature. Ainsi, ces opérations qui ont été dans le passé enregistrées comme « autres subventions », car versées par des établissements publics, par exemple PSL, sont désormais reclassées selon l'origine initiale.

Les subventions d'investissement (appelées financements d'actifs en comptabilité générale) fléchées obtenues en contrepartie de dépenses d'investissement sont les suivantes :

	2014	2015	2016	2017	2018
Subventions d'investissement	518 340	226 890	1 618 228	2 077 392	1 915 822

Ces subventions viennent abonder directement le fonds de roulement.

## 2.3. Charges de fonctionnement

### 2.3.1. Variation entre les exercices 2017 et 2018

	2018	2017	Ecart
Achats	6 291 234	5 843 064	448 170
Services extérieurs	3 119 395	3 107 201	12 194
Autres services extérieurs	9 967 512	6 913 556	3 053 956
Impôts et taxes	1 659 373	1 494 674	164 699
Salaires	77 866 463	76 017 231	1 849 232
Charges de gestion courante	4 511 726	4 490 133	21 593
Charges financières	3 957	5 895	- 1 938
Charges exceptionnelles			-
Dotations aux provisions et amortissements	11 111 824	10 453 851	657 973
<b>Total des charges</b>	<b>114 531 483</b>	<b>108 325 606</b>	6 205 878

L'augmentation principale provient du poste «Autres services extérieurs» qui correspond aux remboursements effectués auprès des établissements partenaires dans le cadre de la gestion des CDSN. A titre d'information, le montant était de 366 952 € en 2017 et est passé à 3 109 748 € en 2018 (compte 6214).

L'autre augmentation significative concerne les salaires, à la fois les recrutements sur ressources fléchées et aussi l'impact de la mise en place du régime indemnitaire.

L'analyse globale des catégories peut néanmoins dissimuler des variations contrastées.

Ainsi, dans la catégorie « Achats », qui augmente de 448 170 € entre 2017 et 2018, la diminution la plus importante entre les deux exercices porte sur les achats de denrées alimentaires (- 124 000 €).

Cette diminution est le fruit d'une gestion rigoureuse et rationalisée du restaurant, qu'il faut souligner.

Par ailleurs, le relèvement du seuil d'investissement au 1<sup>er</sup> janvier 2018 à 2 000 € HT a eu pour effet d'augmenter les dépenses en fonctionnement.

La catégorie « services extérieurs » comprend les locations, entretiens des biens immobiliers et mobiliers, la maintenance, les assurances, la documentation ainsi que les frais de reprographie.

Comptes	Services extérieurs	2018	2017	Écart
6132	LOCATIONS IMMOBILIERES	153 768	139 896	13 871
6135	LOCATIONS MOBILIERES	64 466	90 155	-25 688
6152	ENTRETIEN ET REPARATIONS SUR BIENS IMMOBILIERS	307 933	291 718	16 215
6155	ENTRETIEN ET REPARATIONS SUR BIENS MOBILIERES	210 173	195 585	14 588
6156	MAINTENANCE	915 231	1 096 525	-181 294
6161	ASSURANCES MULTIRISQUES	130 219	117 413	12 805
6168	AUTRES ASSURANCES	2 155	16 227	-14 073
617	ETUDES ET RECHERCHES	59 356	17 901	41 455
6181	DOCUMENTATION GENERALE	3 711	3 989	-278
618311	ABONNEMENTS FRANCAIS	81 157	81 658	-501
618312	ABONNEMENTS ETRANGERS	106 249	254 312	-148 063
618321	OUVRAGES FRANCAIS	81 346	115 249	-33 903
618322	OUVRAGES ETRANGERS	217 794	244 937	-27 143
618331	OUVRAGES ELECTRONIQUES FRANCAIS	224 226	52 071	172 154
618332	OUVRAGES ELECTRONIQUES ETRANGERS	260 021	136 836	123 185
6184	REPROGRAPHIE	175 276	149 338	25 938
6185	FRAIS DE COLLOQUES SEMINAIRES CONFERENCES	126 315	103 391	22 924
	<b>Services extérieurs</b>	<b>3 119 395</b>	<b>3 107 201</b>	<b>12 194</b>

Il s'agit pour une large part de dépenses incompressibles. Dans ce domaine, la très faible augmentation globale est la résultante d'évolutions différentes : Ainsi, les dépenses de maintenance ont fortement diminué sur la période, ce qui s'explique par le non-renouvellement de certains contrats. En conséquence, le service Patrimoine travaille actuellement sur ce sujet et souhaite passer des marchés globaux pour tous les types de maintenance tous sites et bâtiments confondus.

Les locations immobilières comportent principalement les sommes payées à la CIUP (chambres étudiantes), ainsi qu'à l'université Paris-Descartes (cogestion du site de Montrouge).

Les locations mobilières portent sur des locations de matériels scientifiques pour l'essentiel.

A noter que dans la poursuite des actions tendant à maîtriser les dépenses et à garantir le respect des principes de la commande publique, nous projetons de lancer en 2019 un marché de reprographie, compte tenu du niveau de dépenses constaté sur ce poste.

### 2.3.2. Évolution sur 5 ans

Comme cela a été constaté au vu des produits, l'évolution des charges traduit l'augmentation d'activité liée aux contrats de recherche et aussi l'impact de la gestion des CDSN en 2018.

libellés	2014	2015	2016	2017	2018
Achats	5 338 225	5 577 581	5 694 994	5 843 064	6 291 234
Services extérieurs	3 071 532	2 958 397	2 752 302	3 107 201	3 119 395
Autres services extérieurs	6 198 893	5 788 874	6 559 335	6 913 556	9 967 512
Impôts et taxes	1 388 281	1 359 828	1 440 966	1 494 674	1 659 373
Salaires	73 741 297	74 023 983	74 014 776	76 017 231	77 866 463
Charges de gestion courante	2 413 481	2 573 649	2 094 748	4 490 133	4 511 726
Charges financières	4 284	14 642	1 745	5 895	3 957
Charges exceptionnelles	142 813	357 853			
Dotations aux provisions et amortissements	9 767 397	10 077 573	11 249 853	10 453 851	11 111 824
<b>Total des charges</b>	<b>102 066 203</b>	<b>102 732 380</b>	<b>103 808 719</b>	<b>108 325 606</b>	<b>114 531 483</b>

Le niveau des charges pour la période augmente du fait de l'évolution de l'activité. En l'absence d'indicateurs issus de la comptabilité analytique, il est difficile de distinguer ce qui relève de l'augmentation des coûts et ce qui relève de l'augmentation de l'activité. Toutefois, l'évolution comparée entre charges et trésorerie permet de penser que les coûts sont globalement maîtrisés puisque la trésorerie augmente également sur la période.

Cela dit, certains postes constituent des charges pour lesquels l'établissement n'a pas de marge. Il s'agit par exemple du poste Impôts et taxes, dont l'augmentation résulte principalement de la taxe de balayage, dont nous avons payé un rappel en 2018, soit deux années d'imposition sur un même exercice.

Le poste « charges de gestion courante » comporte les catégories suivantes :

COMPTE	INTITULE	MONTANT
6511	redevances	499 466,66
6516	Droits d'auteur et de reproduction	51 409,32
654	Charges sur créances irrécouvrables	12 463,80
65710	Bourses d'accueil	1 577 226,24
65714	Gratifications de stagiaires	60 534,49
65731	Gratifications de stage boursiers	331 496,88
65732	gratifications de stage - reversement aux entreprises	2 000,00
6576	subventions diverses	1 334 977,82
6578	Autres charges spécifiques	556 558,23
6583	Charges provenant de l'annulation d'ordres de recettes sur exercices antérieurs	83 711,24
6588	Autres charges diverses de gestion	1 881,19
	<b>TOTAL</b>	<b>4 511 725,87</b>

Une présentation plus détaillée des bourses versées se trouve au point 3.3 de ce rapport.

### 2.3.3. Dépenses par unités budgétaires

Ce tableau montre la répartition entre unités budgétaires des charges et des produits de l'exercice.

En ce qui concerne les produits, par usage, la subvention pour charge de service public était jusqu'en 2018 entièrement positionnée sur l'UB 904, bien qu'elle comportât une partie destinée au fonctionnement et aux actions spécifiques.

En matière de charges, Il faut souligner que les bourses d'accueil (972 000 €) sont comptabilisées sur l'UB 902.

Unité budgétaire	Charges décaissables	Amortissements et provisions	Total charges	Produits encaissables	Reprises sur amortissements et provisions	Total produits
Enseignement recherche 901	21 478 584		21 478 584	23 335 174		23 335 174,26
Stratégie et gouvernance 902 (1)	2 310 502	9 806 750	12 117 252	820 780	7 830 696	8 651 475,70
Bibliothèques et diffusion des savoirs 903	1 476 368		1 476 368	34 735		34 735,08
Ressources humaines 904 (2)	69 965 839	1 305 074	71 270 913	83 220 004		83 220 003,55
Ressources matérielles 905	5 320 661		5 320 661	21 568		21 568,36
Prestations intellectuelles 951 (3)	927 344		927 344	987 520		987 519,50
Prestations Campus 952 (4)	1 941 567		1 941 567	2 922 932		2 922 932,00
<b>Total</b>	<b>103 420 865</b>	<b>11 111 824</b>	<b>114 532 689</b>	<b>111 342 713</b>	<b>7 830 696</b>	<b>119 173 408,45</b>

### 3 - Focus sur l'activité Contrats et partenariats de la recherche

Le bilan de l'activité Contrats et partenariats, pour la période 2015-2018 est résumé dans le tableau ci-après.

Contrats de recherche					
Année		2015	2016	2017	2018
Montant TOTAL		13 019 077 €	13 154 442 €	23 348 650 €	19 960 020 €
Origine de financement	ANR	2 089 069 €	1 990 961 €	4 285 269 €	3 778 627 €
	PSL	2 167 475 €	3 109 871 €	2 516 043 €	3 392 828 €
	Fonds publics (ministères coll terr)	591 824 €	441 884 €	3 762 200 €	562 209 €
	Ets publics (EPST-EPIC)	527 862 €	476 400 €	1 471 698 €	1 628 003 €
	UE	6 183 159 €	1 285 172 €	6 621 761 €	4 003 775 €
	Fondations, instituts	1 374 488 €	4 476 785 €	2 568 884 €	3 437 601 €
	Fonds industriels	85 200 €	1 373 369 €	2 122 795 €	3 156 977 €

Le nombre de contrats signés à l'ENS a pu augmenter significativement entre 2015 et 2018 en raison de l'accroissement des effectifs du service partenariats de la recherche et d'une politique d'incitation au dépôt de projets qui a été renforcée en 2018 par la création du Service d'Appui à l'Activité Partenariale (SAAP) de PSL, porté par l'ENS.

Le montant global des recettes attendues sur les contrats est resté stable avec près de 13 millions d'euros en 2015 et 2016 mais ce chiffre a connu une forte hausse en 2017 avec une augmentation de 88 % par rapport à 2016. Cette situation s'explique notamment par l'absence de signature en 2016 de subventions ERC qui furent contractualisées sur le seul exercice 2017 ainsi que par le bon résultat de l'ENS à l'appel « *Starting grant* » 2017.

En 2018, le montant global des contrats signés s'élève à 19 960 020 €. Cette baisse relative s'explique notamment par la réduction des financements des collectivités territoriales (signature de DIM en 2017 : Respire, Islam) et l'excellente année 2017 pour les ERC et autres financements européens.

Les subventions ANR font l'objet d'une légère baisse mais restent à un niveau élevé avec 18 contrats obtenus (appel générique, MRSEI, tremplin ERC, SIDES 3.0).

Pour les autres origines de financements, le nombre de contrats conclus avec PSL a augmenté pour revenir au niveau de 2016 à près de 3.4 M €.

Si le nombre de contrats industriels a baissé (12 contrats en 2018), leur montant a quant à lui augmenté en raison notamment de la signature de la Chaire CHANEL pour un montant d'environ 2 M €.

Enfin, les accords conclus avec les fondations sont en augmentation avec un total de 3.5 M €, dont deux contrats importants avec la *SIMONS Foundation* (S. DENEVE et G. BIROLI) ainsi que le programme Médecine et Humanités qui représente à lui seul environ 670 K €.

**ERRATUM :**

**Tableau rectifié.**

**Rappel exécution 2017 :**

	<b>Dépenses 2017</b>				taux de réalisation	
	Budget 2017 consolidé		EXECUTION BUDGETAIRE AU 31/12/2017		AE	CP
	AE	CP	Conso totale AE	Conso totale CP		
Personnel	79 374 118	79 374 118	76 696 569	76 696 569	97%	97%
<i>Dont contrats (Opérations fléchées)</i>	<i>11 829 888</i>	<i>11 829 888</i>	<i>9 527 569</i>	<i>9 527 569</i>	81%	81%
Fonctionnement	24 726 202	24 076 744	20 394 064	19 059 601	82%	79%
<i>Dont contrats (Opérations fléchées)</i>	<i>8 019 675</i>	<i>7 908 631</i>	<i>5 412 662</i>	<i>4 876 856</i>	67%	62%
Investissement	10 917 171	7 995 689	7 850 699	5 744 740	72%	72%
<i>Dont contrats (Opérations fléchées)</i>	<i>3 089 621</i>	<i>2 681 093</i>	<i>2 059 524</i>	<i>1 958 427</i>	67%	73%
<b>TOTAL</b>	<b>115 017 491</b>	<b>111 446 551</b>	<b>104 941 332</b>	<b>101 500 910</b>		

**Tableau 1** - Conseil d'administration de l'ENS - 14 mars 2019 - Point 2.1.

**Tableau des emplois présenté par l'établissement à l'appui du compte financier - 2018**

			<b>(A)</b>		<b>(B)</b>		<b>(C) = (A) + (B)</b>		
			<b>Emplois sous plafond SCSP</b>	<b>Consommation</b>	<b>Emplois financés sur ressources propres</b>	<b>Consommation</b>	<b>Global</b>	<b>Consommation</b>	
Catégories d'emplois	Nature des emplois		En ETPT		En ETPT				
	Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs	Permanents	181,3	146,54			181,3	146,5	
		Titulaires CDI	0,0	0,50			0,0	1,1	
		Non permanents	103,0	89,44	0,0	0,6	271,0	273,5	
		CDD	<b>284,3</b>	<b>236,48</b>	<b>168,0</b>	<b>184,6</b>	<b>452,3</b>	<b>421,1</b>	
<b>S/total EC</b>									
<b>Elèves fonctionnaires stagiaires des ENS</b>			<b>776,0</b>	<b>757,87</b>			<b>776,0</b>	757,9	
BIATOSS	Permanents	Titulaires CDI	334,0	269,20			334,0	269,2	
			1,0	27,71	0,0	0,8	1,0	28,5	
	Non permanents	CDD	0,0	37,37	102,6	100,7	102,6	138,1	
	<b>S/total Biatoss</b>			<b>335,0</b>	<b>334,28</b>	<b>102,6</b>	<b>101,6</b>	<b>437,6</b>	<b>435,9</b>
	<b>Totaux</b>			<b>1 395,3</b>	<b>1 328,63</b>	<b>270,6</b>	<b>286,2</b>	<b>1 665,9</b>	<b>1 614,8</b>
<b>Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat</b>			<b>1 395,3</b>	<b>1 328,63</b>			<b>Plafond global des emplois voté par le CA</b>		

Source : SRH

TABLEAU 9

Tableau des opérations pluriannuelles

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

A - Dépenses

N°	Opération	Montant de l'opération (1)	n°GFC Opération	Origine du financement	Autorisation d'engagement							Crédits de paiement							Restes			
					AE ouvertes au titre des années antérieures à 2018 (2)	AE consommées au titre des années antérieures à 2018 (3)	Limite maximum des AE à programmer (*) (4)=(2)-(3)	AE ouvertes BI 2018 (5)	BR1 2018 en AE (6)	BR2 2018 en AE (7)	TOTAL des AE ouvertes en 2018 (8) = (5) + (6) + (7)	TOTAL des AE consommés en 2018 (9)	CP ouverts les années antérieures à 2018 (10)	CP Consommés au titre des années antérieures à 2018 (11)	Limite maximum CP à programmer (12)=(10)-(11)	CP ouverts BI 2018 (13)	BR1 2018 en CP (14)	BR2 2018 en CP (15)	TOTAL des CP ouverts en 2018 (16) = (13) + (14) + (15)	TOTAL des CP consommés en 2018 (17)	Restes à engager en fin d'année n (AE) (18) = (1) - (3) - (9)	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année n (CP) (19) = (3) + (9) - (11) - (17)
	LABEX	33 300 000	OPE-2016-0040 OPE-2016-0045 OPE-2016-0064 OPE-2016-0067	PIA-LABEX	22 283 924	21 726 565	557 359	5 495 105	-324 000	-327 105	4 844 000	4 105 028	22 283 924	21 660 000	623 924	5 495 105	-324 000	-327 105	4 844 000	4 090 885	7 468 407	80 708
	EQUIPEX	8 347 773	OPE-2016-0133 OPE-2016-0134	PIA-EQUIPEX	8 237 773	8 205 119	32 654	50 000	10 000	20 000	80 000	69 654	8 237 773	8 182 773	55 000	50 000	10 000	20 000	80 000	83 896	73 000	8 104
	<b>TOTAL CONTRATS DE RECHERCHE SIGNIFICATIFS</b>	<b>41 647 773</b>			<b>30 521 697</b>	<b>29 931 684</b>	<b>590 013</b>	<b>5 545 105</b>	<b>-314 000</b>	<b>-307 105</b>	<b>4 924 000</b>	<b>4 174 682</b>	<b>30 521 697</b>	<b>29 842 773</b>	<b>678 924</b>	<b>5 545 105</b>	<b>-314 000</b>	<b>-307 105</b>	<b>4 924 000</b>	<b>4 174 781</b>	<b>7 541 407</b>	<b>88 812</b>
1	TRAVAUX SITE 29 RUE ULM-4EME ETAGE + RENFORCEMENT TOITURE	1 039 283	OPE-2016-0187	DEC-LABEX IEC LCSP-NERF	312 476	170 443	142 033	865 506	3 334	0	868 840	ND	110 806	110 806	9 605	175 000	242 000	0	417 000	ND	ND	ND
		221 306	OPE-2016-0187	ENS-RP	50 000	0	50 000	221 306	0	0	221 306	ND	0	0	0	100 000	137 000	-15 694	221 306	ND	ND	ND
	<b>TOTAL 4E ETAGE 29 RUE D'ULM</b>	<b>1 260 589</b>	<b>OPE-2016-0187</b>		<b>362 476</b>	<b>170 443</b>	<b>192 033</b>	<b>1 086 812</b>	<b>3 334</b>	<b>0</b>	<b>1 090 146</b>	<b>1 125 536</b>	<b>110 806</b>	<b>110 806</b>	<b>9 605</b>	<b>275 000</b>	<b>379 000</b>	<b>-15 694</b>	<b>638 306</b>	<b>726 958</b>	<b>-35 390</b>	<b>458 215</b>
2	PROGRAMME DE RENOVATION CHAMBRES 45 - COULOIR SAUMON	450 000		ENS-RP	0	0	0	350 000	-350 000	0	0	0	0	0	0	350 000	-350 000	0	0	0	450 000	0
3	TRAVAUX SECURITE 45 ULM	893 219	OPE-2017-0014	ENS+MENESR (500K€)	881 419	881 419	0	0	0	11 800	11 800	6 066	881 419	701 710	179 708	0	179 708	11 800	191 508	69 802	5 735	115 972
4	SIGNALETIQUE CAMPUS MONTAGNE ULM	300 000		ENS-RP	0	0	0	200 000	0	-165 000	35 000	52 134	0	0	0	0	0	0	0	10 427	247 866	41 707
6	AD'AP	1 505 000	OPE - 2017-0015	ENS+MENESR (300K€)	658 092	658 092	0	300 000	0	-300 000	0	4 303	603 246	600 363	2 883	300 000	0	-300 000	0	51 455	842 605	10 577
7	COULOIR JAUNE	400 000	OPE - 2017-0015	ENS-RP	250 000	245 365	4 635	0	0	154 635	154 635	17 964	30 000	2 300	27 700	250 000	-6 936	154 635	397 699	254 890	136 671	6 139
8	CLOTURE 46 RUE ULM	200 000	OPE - 2017-0015	ENS-RP	25 000	24 000	1 000	100 000	0	75 000	176 000	0	5 000	4 200	800	100 000	0	-100 000	0	8 625	176 000	11 175
9	TOITURES 45 ULM - PASTEUR	300 000	OPE - 2017-0015	ENS-RP	0	0	0	300 000	0	-300 000	0	2 077	0	0	0	300 000	0	-300 000	0	0	297 923	2 077
10	COULOIR VERT	350 000	OPE - 2017-0015	ENS-RP	0	0	0	10 000	290 000	-280 000	20 000	17 611	0	0	0	10 000	250 000	-240 000	20 000	17 611	332 389	0
N1	COULOIR VERT - ASCENSEUR C	295 000	OPE - 2017-0015	ENS-RP	0	0	0	0	0	16 000	16 000	0	0	0	0	0	0	16 000	16 000	0	295 000	0
13	DESEMBOUAGE DE L'INSTALLATION CHAUFFAGE	100 000	OPE - 2017-0015	ENS-RP	50 000	42 222	7 778	50 000	0	7 778	57 778	82 100	50 000	42 222	7 778	50 000	0	7 778	57 778	65 680	-24 322	16 420
15	ENTREE PC SECURITE DU 45	500 000	OPE - 2017-0015	ENS-RP	0	0	0	200 000	0	-150 000	50 000	17 397	0	0	0	100 000	50 000	-150 000	0	0	482 603	17 397
16	TRAVAUX DHTA	100 000	OPE - 2017-0015	ENS-RP	0	0	0	60 000	40 000	0	100 000	101 022	0	0	0	60 000	40 000	0	100 000	58 009	-1 021	43 012
18	LOCAL CONGELATEUR 46 RUE ULM	150 000	OPE - 2017-0015	ENS-RP	16 925	16 925	0	150 000	-16 925	0	133 075	108 184	5 280	5 280	0	150 000	-5 280	0	144 720	111 099	24 891	8 730
19	TRANSFORMATEUR 45 RUE ULM	100 000	OPE - 2017-0015	ENS-RP	0	0	0	100 000	0	-100 000	0	0	0	0	0	100 000	-100 000	0	0	100 000	0	
20	ETUDES COMPLEMENTAIRES QBIO 46 RUE d'ULM	40 000	OPE - 2017-0015	ENS-RP	0	0	0	0	40 000	0	40 000	30 233	0	0	0	0	40 000	0	40 000	20 383	9 767	9 850
21	AMENAGEMENT HALL ET ESPACE MUTUALISE IBENS	120 000	OPE - 2017-0015	ENS-RP	0	0	0	0	120 000	-100 000	20 000	0	0	0	0	0	120 000	-100 000	20 000	0	120 000	0
N2	PEINTURE DU 45 RUE D'ULM	110 000	OPE - 2017-0015	ENS-RP	0	0	0	0	0	110 000	110 000	96 146	0	0	0	0	0	110 000	110 000	96 146	13 854	0
	<b>TOTAL MULTI-SITES ULM</b>	<b>5 913 219</b>			<b>1 881 436</b>	<b>1 868 022</b>	<b>13 413</b>	<b>1 820 000</b>	<b>123 075</b>	<b>-1 018 787</b>	<b>924 288</b>	<b>535 236</b>	<b>1 574 945</b>	<b>1 356 076</b>	<b>218 869</b>	<b>1 670 000</b>	<b>417 493</b>	<b>-989 787</b>	<b>1 097 706</b>	<b>764 126</b>	<b>3 509 961</b>	<b>283 056</b>
29	TERRASSES MONTRouGE	209 586	OPE - 2017-0015	ENS-RP	15 000	14 304	696	250 000	-14 304	-40 414	195 282	192 773	2 500	2 400	100	250 000	-2 400	-90 414	157 186	30 678	2 509	173 999
	<b>TOTAL MONTRouGE</b>	<b>209 586</b>	<b>OPE - 2017-0015</b>	<b>ENS-RP</b>	<b>15 000</b>	<b>14 304</b>	<b>696</b>	<b>250 000</b>	<b>-14 304</b>	<b>-40 414</b>	<b>195 282</b>	<b>192 773</b>	<b>2 500</b>	<b>2 400</b>	<b>100</b>	<b>250 000</b>	<b>-2 400</b>	<b>-90 414</b>	<b>157 186</b>	<b>30 678</b>	<b>2 509</b>	<b>173 999</b>
30	JOURDAN Aménagement BAT LOGOS (A)	1 173 523	OPE-2016-0183	PSL	885 926	885 926	0	0	13 565	274 032	287 597	187 614	885 926	50 501	835 425	800 000	48 990	274 032	1 123 022	799 650	99 983	223 389
31	JOURDAN RENOVATION - BAT POTOS (RESTAURANT)	800 000	OPE-2017-0089	ENS-RP	0	0	0	875 724	124 276	-200 000	800 000	95 016	0	0	0	1 000 000	0	-600 000	400 000	44 920	704 984	50 096
32	JOURDAN RENOVATION - BAT HYPNOS 1 (B/B/C)	2 334 276	OPE-2017-0089	ENS-RP	2 384 276	2 184 276	200 000	0	0	150 000	150 000	348 534	631 766	631 766	0	1 160 000	0	542 510	1 702 510	1 579 379	-198 534	321 665
35	RENFORCEMENT DES SOUS-SOLS	970 836	OPE-2017-0089	ENS-RP	0	0	0	200 000	200 000	570 836	970 836	933 488	0	0	0	200 000	200 000	570 836	970 836	932 362	37 348	1 126
36	JOURDAN Equipement	472 730	OPE-2017-0090	ENS-RP	472 730	472 730	0	0	0	0	0	0	462 730	462 730	0	0	10 000	0	10 000	0	0	10 000
37	JOURDAN Equipement	416 419	OPE-2017-0090	RIDF	416 419	416 419	0	0	0	0	0	0	375 214	375 214	0	0	41 205	0	41 205	0	0	41 205
38	PORTIQUES BIBLIOTHEQUES	60 000		ENS-RP	0	0	0	50 000	0	10 000	60 000	56 019	0	0	0	50 000	0	10 000	60 000	0	3 981	56 019
	<b>TOTAL JOURDAN</b>	<b>6 227 784</b>			<b>4 159 350</b>	<b>3 959 350</b>	<b>200 000</b>	<b>1 125 724</b>	<b>337 841</b>	<b>804 868</b>	<b>2 268 433</b>	<b>1 620 671</b>	<b>2 355 635</b>	<b>1 520 210</b>	<b>835 425</b>	<b>3 210 000</b>	<b>300 195</b>	<b>797 378</b>	<b>4 307 573</b>	<b>3 356 311</b>	<b>647 763</b>	<b>703 500</b>
39	CHANGEMENT CELLULES TGBT LHOMOND Trvx d'achèvement CPER 1	381 688	OPE-2016-0182	Etat (total 21.500 K€)	381 688	381 688	0	0	0	0	0	0	381 688	380 524	1 164	0	1 164	0	1 164	0	0	1 164
40	CHILLERS Trvx d'achèvement CPER 1	283 636	OPE-2016-0182	Etat (total 21.500 K€)	283 636	283 636	0	0	0	0	0	0	283 636	132 477	151 158	0	151 158	0	151 158	119 465	0	31 693
41	TOILETTES ERASME Trvx d'achèvement CPER 1	120 773	OPE-2016-0182	Etat (total 21.500 K€)	120 773	120 773	0	0	0	0	0	0	120 773	120 402	371	0	371	0	371	0	0	371
42	CABLAGE CF Trvx d'achèvement CPER 1	382 666	OPE-2016-0182	Etat (total 21.500 K€)	382 666	382 666	0	0	0	0	0	39 888	382 666	322 137	60 528	0	60 528	0	60 528	45 538	-39 888	54 879
43	COUVERTURE BAUDRUCHE Trvx d'achèvement CPER 1	11 592	OPE-2016-0182	Etat (total 21.500 K€)	11 592	11 592	0	0	0	0	0	0	11 592	11 592	0	0	0	0	0	0	0	0
44	CONTRÔLE D'ACCES Trvx d'achèvement CPER 1	119 645	OPE-2016-0182	Etat (total 21.500 K€)	0	0	0	0	119 645	0	119 645	0	0	0	0	0	119 645	-119 645	0	0	119 645	0
45	TRANCHE 1 CHIMIE (mandataire SAMOP)	6 331 282	OPE-2016-0182	Etat 3.200 K€ (total 21.500 K€) Région 3.000 K€	432 000	132 600	299 400	1 000 000	-567 031	42 385	475 354	432 970	350 000	16 560	333 440	1 000 000	-450 991	-507 231	41 778	8 925	5 765 712	540 085

TABLEAU 9  
Tableau des opérations pluriannuelles

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

A - Dépenses

N°	Opération	Montant de l'opération (1)	n°GFC Opération	Origine du financement	Autorisation d'engagement							Crédits de paiement							Restes			
					AE ouvertes au titre des années antérieures à 2018 (2)	AE consommées au titre des années antérieures à 2018 (3)	Limite maximum des AE à reprogrammer (*) (4)=(2)-(3)	AE ouvertes BI 2018 (5)	BR1 2018 en AE (6)	BR2 2018 en AE (7)	TOTAL des AE ouvertes en 2018 (8) = (5) + (6) + (7)	TOTAL des AE consommés en 2018 (9)	CP ouverts les années antérieures à 2018 (10)	CP Consommés au titre des années antérieures à 2018 (11)	Limite maximum CP à reprogrammer (12)=(10)-(11)	CP ouverts BI 2018 (13)	BR1 2018 en CP (14)	BR2 2018 en CP (15)	TOTAL des CP ouverts en 2018 (16) = (13) + (14) + (15)	TOTAL des CP consommés en 2018 (17)	Restes à engager en fin d'année n (AE) (18) = (1) - (3) - (9)	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année n (CP) (19) = (3) + (9) - (11) - (17)
46	TRANCHE 2 PHYSIQUE dont Travaux bâtiment pour liquéfacteur (mandataire EPAURIF)	24 000 000	OPE-2016-0182	Etat 17.000 K€ (total 21.500 K€) Ville de Paris 7.000 K€	0	0	0	1 440 000	3 120 000	0	4 560 000	4 560 000	0	0	0	1 440 000	-940 000	0	500 000	300 000	19 440 000	4 260 000
	TOTAL OPERATION CAMPUS MONTAGNE	31 631 282	OPE-2016-0182	ETAT-REGION (CPER 2015-2020)	1 612 355	1 312 955	299 400	2 440 000	2 672 614	42 385	5 154 999	5 032 858	1 530 355	983 693	546 662	2 440 000	-1 058 124	-626 876	755 000	473 928	25 285 469	4 888 192
	TOTAL OPERATIONS DU PATRIMOINE	45 242 460			8 030 617	7 325 074	705 542	6 722 536	3 122 560	-211 948	9 633 148	8 507 074	5 574 240	3 973 184	1 610 661	7 845 000	36 164	-925 393	6 955 771	5 352 001	29 410 311	6 506 963
	TOTAL OPERATIONS PLURI-ANNUELLES	86 890 233			38 552 313	37 256 758	1 295 555	12 267 641	2 808 560	-519 053	14 557 148	12 681 756	36 095 937	33 815 957	2 289 585	13 390 105	-277 836	-1 232 498	11 879 771	9 526 782	36 951 719	6 595 775

A l'occasion du budget initial N, cette colonne enregistre les reprogrammations en AE ou en CP de N-1 sur N. Lors du premier budget rectificatif N, le cas échéant présente avec le compte financier N-1, cette colonne enregistre les éventuels reports en AE et en CP.

B - Recettes

Opération	Montant de l'opération (1)
LABEX	33 300 000
EQUIPEX	8 347 773
4eme ETAGE	1 260 589
SITE JOURDAN (Patrimoine + Numérique)	6 227 784
SITE LHOMOND (achèvement CPER1 + CPER 2)	31 631 282
AUTRES SITES	6 122 805
TOTAL	86 890 233

Prélèvement sur trésorerie (22)	Financements extérieurs			
	Montant (23)=(1)-(22)	Encaissements au titre des années antérieures (24)	Encaissements au titre de l'année 2018 (25)	Restes à encaisser (26)=(23)-(24)-(25)
0	33 300 000	22 997 792	3 893 550	6 408 658
0	8 347 773	8 272 773	75 000	0
1 260 589	0	0	0	0
4 637 842	1 589 942	376 000	0	1 213 942
131 282	31 500 000	1 800 000	2 050 000	27 650 000
5 262 805	860 000	60 000	260 000	540 000
11 292 518	75 597 715	33 506 565	6 278 550	35 812 600